



Analyse comparée des processus de mise en œuvre et de transformation des dispositifs de formation agricole et rurale dans trois pays d'Afrique : Cameroun, Maroc et Madagascar



A partir des études menées par
Aboubakar Njoya (Cameroun),
Abdelkader Ftouhi (Maroc)
et Serge Bene (Madagascar)

Synthèse présentée par I. Besson à l'atelier FAR, Yaoundé (Cameroun), 20-23 novembre 2012

PLAN

1 - Partie introductive

- 1.1. Rappel des grandes étapes de l'étude
- 1.2. Quelques remarques sur le sujet
- 1.3. Méthodologie de l'étude

2 – Eléments de contexte des trois pays d'étude

- 2.1. Démographie – Emploi – Economie
- 2.2. Secteur agricole
- 3.3. Politiques publiques

3 - Systèmes nationaux de FAR (« une Histoire, un dispositif et des acteurs... ») : 3.1. Cameroun – 3.2. Maroc – 3.3. Madagascar

4 – Analyse comparée :

- 4.1. Analogies – 4.2. Spécificités – 4.3. Recommandations

5 - Essai d'analyse en mode de gestion des « écosociosystèmes »

6 - Conclusion



PARTIE



1. Partie introductive



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 3

1.1. Rappel des grandes étapes de l'étude

- Propositions des thèmes par les membres du CoPil en oct. 2010
- Choix définitif du thème et des pays d'étude par le CoPil en nov. 2010
- Appui financier de l'ADEA confirmé en mai 2011
- Sélection et contractualisation des consultants en mai-juin 2011
- Avancement par pays

	Réalisation	Restitution	Validation
➤ Cameroun	sept.-déc. 2011	6-7/2/2012	avril 2012
➤ Maroc	oct.-nov. 2011	24/11/2011	avril 2012
➤ Madagascar	août-sept. 2011	14/09/2011	janv. 2012
➤ Proposition de synthèse	en juin 2012		

- Finalisation des rapports et rédaction des avant-propos en 3 lots :
 - Etudes Maroc et Mada et restitutions (vol. 4 à 6) : juillet 2012
 - Etude Cameroun et note méthodo (vol. 2 et 3) : sept. 2012
 - Synthèse à finaliser (vol. 1) : nov.-déc. 2012



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 4

1.2. Quelques remarques sur le sujet

- **Vierge dans au moins deux dimensions :**
 - dimension « dispositif de formation » : il existe peu de représentations
 - dimension « évolution » ou « dynamique » : le rôle et les actions des parties prenantes d'un processus en cours
- **Intuition plus que sujet clair et net** (par ex., les concepteurs du sujet ne se sont pas projetés dans le type d'indicateurs qu'ils attendaient)
- Sujet **sensible** avec une répartition certaine des prérogatives concernant la coordination des formations rurales.
- Chaque catégorie d'acteurs, même les principales (c'est-à-dire avec les ministères sectoriels, les ministères transversaux, l'enseignement privé, l'enseignement supérieur, les organisations paysannes...), ne représentent **pas toujours des intérêts uniformes**



1.2. Quelques remarques sur le sujet

- A part la demande de connaître l'évolution immédiate (donc approche historique) et d'être systémique, **pas de requis méthodologique spécifique et ouverture des concepteurs en terme d'approche théorique**
 - Les consultants n'ont pas proposé de référence à des cadres théoriques existants
 - sujet **sociologique** (socio des organisations, socio de l'éducation...)
 - sujet **politique ou socio-politique** (enjeux de pouvoir...)
 - mais sujet pas spécialement économique ou socio-économique
- Nous avons regardé ici du côté de l'analyse patrimoniale



1.3. Méthodologie de l'étude

➤ **Entretien semi-directif – les acteurs ont été classés, soit entre acteurs de l'offre et de la demande de formation, soit dans les catégories suivantes :**

- Responsables niveau central (Chef de division/chef de service)
- Responsables d'établissement/centre de formation (Directeur, Directeur des études...)
- Formateurs
- Apprenants
- Sortants (ayant un emploi)
- Professionnels/Employeurs (Producteurs, responsables professionnels, ONG, entreprises privées...)
- Professionnels Référents de stage
- ONG, projet
- PTF

➤ **Analyse des rôle des acteurs**

➤ **Restitution - Discussions**



PARTIE

2. Eléments de contexte des trois pays d'étude



2.1. Eléments de démographie et d'emploi

- Des populations jeunes et nombreuses – des pays aux emplois agricoles majoritaires à ultra dominants :

Tableau 1 : Caractéristiques démographiques des trois pays (2010)

Caractéristiques démographiques	Cameroun		Maroc		Madagascar	
	Total	%	Total	%	Total	%
Population totale	19 600 000	100	32 000 000	100	21 100 000	100
Population rurale	8 200 000	42	13 810 000	43	14 500 000	70
Population de moins de 15 ans	7 840 000	40	8 960 000	28	9 073 000	43
Population active*	8 209 836	42	11 400 000	34	10 150 000	48
Population active agricole	9 000 000	46	12 800 000	40	14 770 000	70

Source : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur>

* : La population active agricole est composée des travailleurs salariés ou non ayant pour activité principale l'agriculture (c'est la tranche de population de plus de 15 ans)

** : La population active agricole est en pourcentage de la population active.



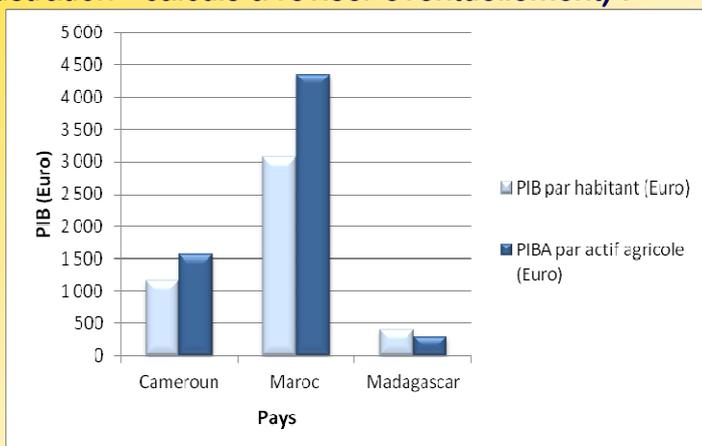
Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 9

2.1. Contexte économique et agro-économique

- Des niveaux économiques et agro-économiques très différents (pour illustration - calculs à réviser éventuellement) :



PIB sans tenir compte du pouvoir d'achat

Source : compilé par A. Njoya à partir de : <http://www.statistiques-mondiales.com>



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 10

2.2. Quelques éléments du secteur agricole

- Des situations évidemment différentes mais des pays à environnement agro-écologique diversifié et à fort potentiel agricole
- Une demande forte en produits agricoles et alimentaires (demande intérieure forte dans les trois pays avec problème de solvabilité des consommateurs) – Possibilités d'exportation
- L'agriculture comme secteur économique central ou important pour lutter contre la pauvreté et l'exode rural : si c'est un discours ou une volonté, on va voir les politiques publiques qui existent...



2.3. Contexte des politiques publiques (1/2)

- Existence de cadres politiques généraux et de DévRu...
 - Cameroun : cadre général existant (DSRP, DSCE), vision «Cameroun émergent »
 - Maroc : investissements énormes dans de nombreux secteurs (infrastructures, emploi, artisanat, tourisme, INDH...)
 - Madagascar : « Madagascar Action Plan »/MAP 2007-2012, vision «Madagascar naturellement »...
 - OMD partout
- Mais dont on peut poser deux questions générales :
 - (i) la concertation pour l'identification des enjeux et la formulation de ces politiques publiques a-t-elle été suffisante ?
 - (ii) les moyens et la participation pour l'opérationnalisation de ces politiques sont-ils à la hauteur des enjeux ?



2.3. Contexte des politiques publiques (2/2)

- Et des politiques agricoles de forces variables dans le temps :
 - Cameroun : « Nouveaux Défis » en 1998 revus en 2003, SDSR en 2005...
 - Maroc : surtout « Plan Maroc Vert » (PMV) en 2008 qui renoue avec une politique agricole (relativement) bien définie et forte
 - Madagascar : PADR, PNDR, PANSA, PSA...



PARTIE

3. Systèmes nationaux de FAR dans les trois pays d'étude



3. Systèmes nationaux de FAR en transformation

Etant donné les contextes précédemment esquissés, **des systèmes nationaux de FAR forcément très différents** ; ainsi on parle plutôt :

- **Cameroun : dispositif national d'« EFP agricole et rural », mixte** (composantes publique et privée développées)
➔ rénovation depuis 2007 dans le cadre du **programme AFOP**
- **Maroc : dispositif national d'« ETFP agricole », essentiellement public**
➔ rénovation dite « **ré-ingénierie** » globale du système d'enseignement agricole depuis 2004 (introduction puis extension de l'APC)
- **Madagascar : dispositif national de « FAR », essentiellement privé** (confessionnel, associatif, OP...)
➔ Préparation de la rénovation et de **FORMAPROD** (« Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole ») depuis 2010



3.1. Système national de FAR au Cameroun (1/3)

Présentation de chaque pays comprenant en quatre diapos sur :
Une HISTOIRE, un DISPOSITIF et des ACTEURS, ainsi que
la REPRESENTATION du système proposée par chaque consultant

Une Histoire... avec trois grandes périodes :

- **1960-1985** : plans agricoles quinquennaux et développement du dispositif public (écoles et centres)
- **1986-2005** : crise économique profonde, restructuration des organismes publics, recentrage des missions de l'Etat, libéralisme économique, développement des ONG...
- **Depuis 2005** : transformation du dispositif de FAR avec mise en œuvre du programme AFOP depuis 2007 (« Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches »)



3.1. Système national de FAR au Cameroun (2/3)

➤ Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

Formation initiale :

- **Niveau de base** : CFJA, CFR, EFA, EFR, MFR, centres spécialisés en élevage, centre spécialisation sur les pêches...
- **Niveau cadre** : ETA, EFSDC, EFSC, EFSEAR, CRA, CNFZV...
- **Niveau supérieur** : FASA, ESMV, ENSAI

Formation continue des producteurs :

- **Secteur public** : programmes et projets des ministères du secteur rural MINADER, MINEPIA, MINEFOP
- **Secteur privé et associatif** : ONG, et associations (SAILD, HPI, APESS, OP...), entreprises pour le coton ?

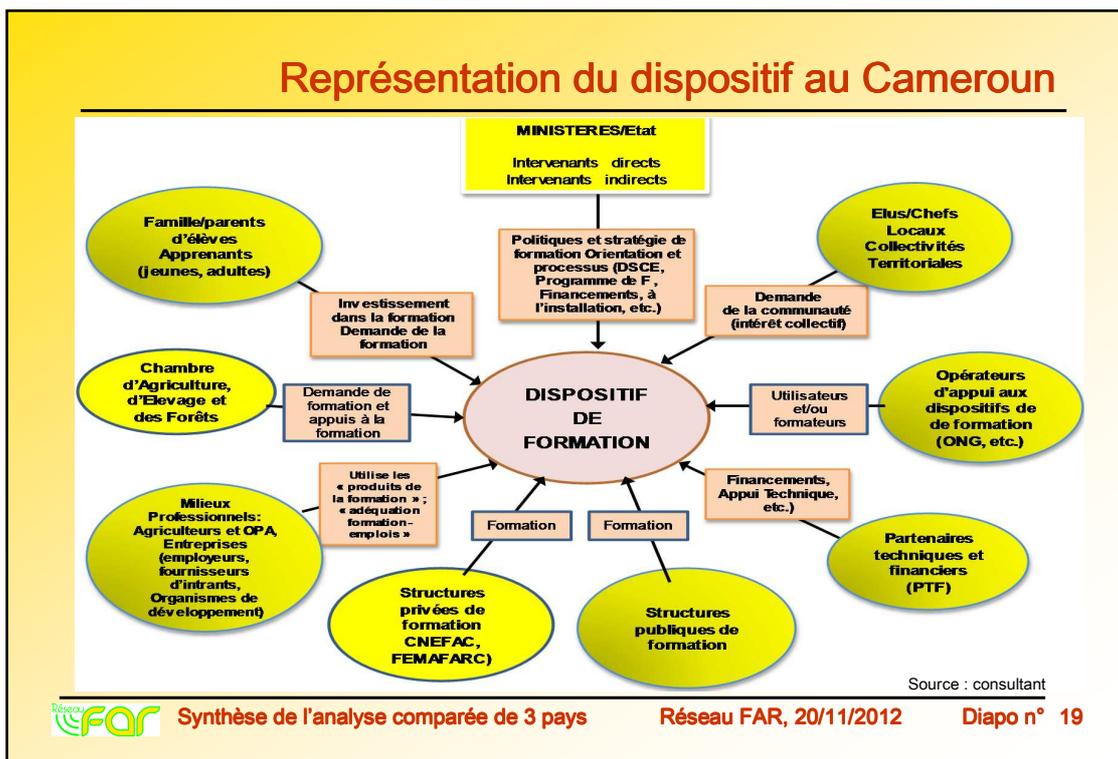


3.1. Système national de FAR au Cameroun (3/3)

➤ Des ACTEURS... avec représentation suivante

- Etat et partenaires du développement
- Secteur public de la formation
- Secteur privé lucratif et non lucratif de la formation (ONG, confessionnel)
- Acteurs locaux : CT, autorités traditionnelles
- OP
- Bénéficiaires





3.2. Système national de FAR au Maroc (1/3)

- Une HISTOIRE... avec quatre grandes périodes :
 - **1930-1984** : initiation à l'agriculture : jardins scolaires, puis les Secteurs de Modernisation du Paysannat (SMPA), Centres Régionaux d'Animation et de Formation (CRAFA), puis Centres de Travaux Agricoles
 - **1984-1996** : réforme de 1984 : création des Instituts de Techniciens Agricoles (ITA) et des Centres de Qualification Professionnelle (CQA) restructuration du système national de formation agricole
 - **1996-2002** : révision de la durée de formation dans les différents niveaux, augmentation du flux des lauréats, institution de la formation en alternance, « Charte nationale » (le développement de la formation par apprentissage)
 - **Depuis 2003** : « ré-ingénierie » du dispositif de FP selon l'approche APC.

3.2. Système national de FAR au Maroc (2/3)

➤ Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

Formation initiale :

- **Niveau de base** : Centres de Qualification Agricole (CQA incluant CFA), MFR, Centres Régionaux d'Animation et de Formation (CRAFA), Centres de Travaux Agricoles,
- **Niveau cadre** : Instituts des Techniques Agricoles (ITA), Collèges ruraux, Lycées d'agriculture, Lycées et Collèges agricoles,
- **Niveau supérieur** : IAV Hassan II, ENA de Meknès, Instituts des Techniques Agricoles Spécialisés en Agriculture (ITSA)

Formation continue des producteurs :

- **Secteur public** : MAPM
- **Secteur privé et associatif** : AMAPPE, INMAA, Fondation jeunes entrepreneurs (FJE)

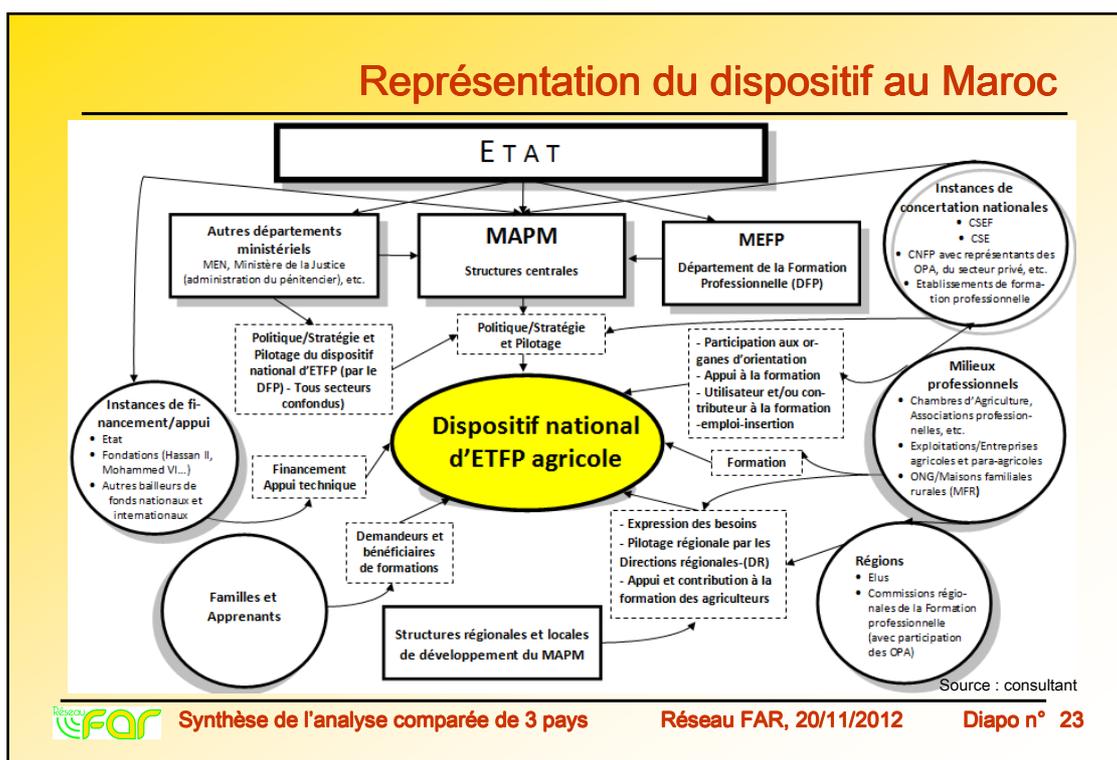


3.2. Système national de FAR au Maroc (3/3)

➤ Des ACTEURS... avec représentation suivante

- Etat et partenaires du développement
- Secteur public de la formation
- Secteur privé de la formation : quelques exemples d'OP
- Acteurs locaux : CT, autorités traditionnelles
- Bénéficiaires





3.3. Système national de FAR à Madagascar (1/3)

- Une HISTOIRE... avec cinq grandes périodes en gros décennales :
 - 1960-1972 : « Opération de Production Rizicole » (OPR)
 - 1972 -1981 : période « révolutionnaire ». La politique agricole, basée sur des principes d'indépendance et d'autonomie, visait à assurer l'autosuffisance alimentaire nationale
 - 1982-1992 : timide libéralisation des activités liées à la production agricole, double dévaluation du franc malgache
 - 1992-2000 : programme d'ajustement sectoriel renforcé, application d'un taux de change flottant, Plan de Développement Rural (1994 – 2000)
 - Depuis 2003 : « Madagascar Action Plan » (MAP). Le MAP porte sur la période 2007- 2012, et est basé sur les objectifs de la Vision « Madagascar Naturellement » et les Objectifs du Millénaire pour le Développement

3.3. Système national de FAR à Madagascar (2/3)

➤ Des VOIES DE FORMATION et des ACTEURS...

Formation initiale :

- **Niveau de base** : Ecoles Professionnelles Agricoles, Centres de formations professionnelles (CFP), CAF, Conseiller à l'Exploitation Familiale (CEF), MFR, CNEAGR, Centres de Formation de Producteurs
- **Niveau cadre** : EASTA, lycées techniques, lycées professionnels, CEFFEL, CEFTAR, CFAMA
- **Niveau supérieur** : IBA, AISTRAM, ESSA, ASJA, EPSA

Formation continue des producteurs :

- **Secteur public** : Ministères en charge de l'agriculture, MEN, Centres de Services Agricoles (CSA), qq sociétés publiques
- **Secteur privé et associatif** : ONG Internationales, OP (FIFATA, FEKRITAMA, Kolo Harena...), certaines CT, qq sociétés privées

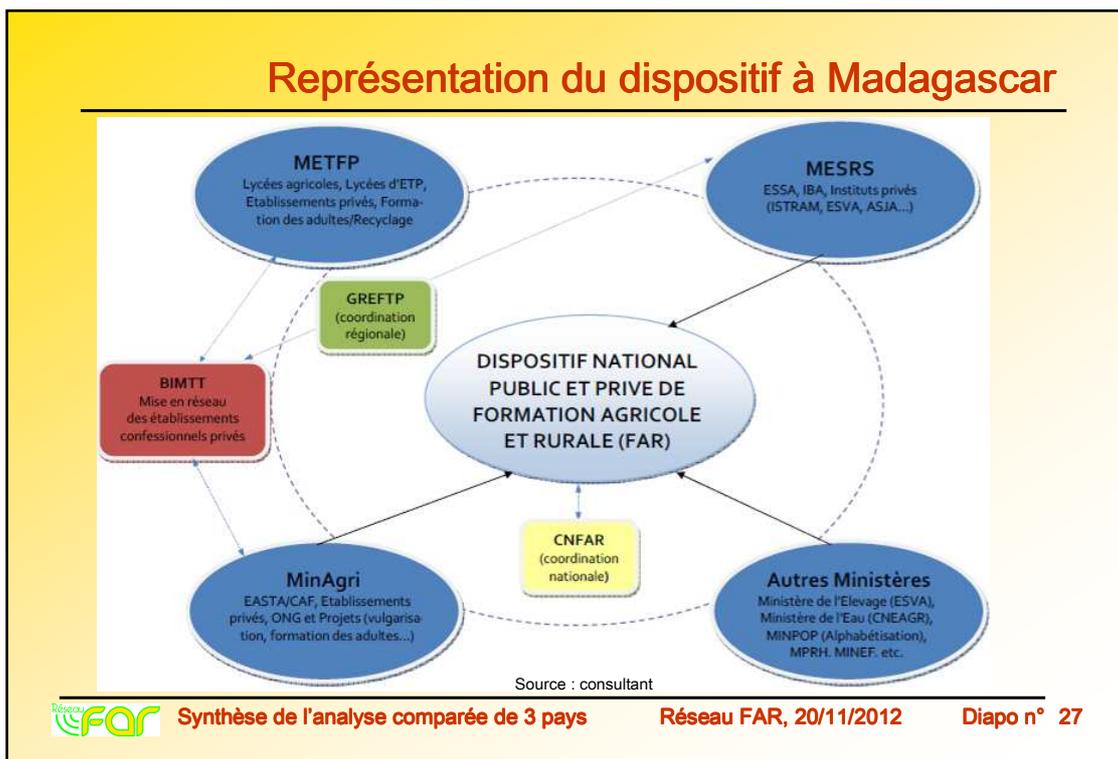


3.3. Système national de FAR à Madagascar (3/3)

➤ Des ACTEURS... avec représentation suivante

- Etat et partenaires du développement
- Secteur public de la formation
- Secteur privé de la formation : organisations confessionnelles avec réseau BIMTT, OP, ONG
- Acteurs locaux : certaines CT
- Bénéficiaires





PARTIE

4. Analyse comparée (Analogies – Spécificités – Recommandations)



 Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays Réseau FAR, 20/11/2012 Diapo n° 28

4.1. Comparaison des points forts, tensions et risques dans les transformations

Pays	Cameroun	Maroc	Madagascar
Points forts du processus de rénovation	Vision claire du leadership (mais est-elle si partagée ?) et souplesse d'adaptation chemin faisant...	Orientation et programmation claires	La SNFAR a été validée par le gouvernement en 2012 et a déclenché la mise en synergie des compétences des ministères concernés et des partenaires du développement
Tensions actuelles spécifiques au processus de rénovation	Les ministères techniques (MINADER, MINEPIA) prennent de l'avance en termes d'organisation de la FAR, le MINEFOP agit de façon parallèle Après la réalisation du référentiel de métier « exploitant agricole familial », reconnaissance par l'Etat et reconnaissance sociale ???	Les régions manquent de compétences humaines pour appliquer les réformes	Poids institutionnel faible : - pas de pilotage affirmé du ministère public - insuffisance de moyens humains et de compétences des services publics centraux - risque ou nécessité de « course à l'échalote » induite par un projet au budget élevé
Risques dans le processus de rénovation	Le mélange de genre : certains acteurs/partenaires (PTF exclus) veulent faire de la stratégie ?	Non appropriation de la réforme par les formateurs	Rôle régalien de l'Etat (orientation, planification et régulation) peu assuré Sans ligne budgétaire spécifique dégagée par l'Etat pour accompagner le processus, la viabilité est compromise



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 29

4.1. Comparaison des opportunités et menaces

Opportunités et menaces dans l'environnement de la rénovation			
Pays	Cameroun	Maroc	Madagascar
Points forts externes au processus de rénovation (donc dans le sens d'opportunités)	Potentialités agricoles fortes Surface par agriculteur parmi les 5 plus hautes d'Afrique subsaharienne (0,88 ha) Débouchés sur le marché de la sous-région Existence de foncier géré par les communautés locales	Potentialités agricoles fortes Filières agricoles compétitives Existence de débouchés sur le marché européen	Potentialités agricoles fortes Existence de marché intérieur si autosuffisance nationale visée Plutôt en perte de marchés extérieurs
Points faibles externes au processus de rénovation (donc dans le sens de menaces)	Secteur économique formel très peu développé Etat gouverné par clientélisme Mépris des paysans par les élites Pauvreté répandue et crise sociale latente	Adaptation d'un Etat centralisé devant relever des défis : paupérisation des ruraux, concurrence internationale sur les filières agricoles d'exportation, dégraissage de la fonction publique, décentralisation des fonctions et des moyens... Inégalités foncières Effets sur la FAR de la culture de respect de la hiérarchie ? du clientélisme ?	Instabilité politique récurrente (1991, 2002, crise depuis 2009) Pauvreté très répandue avec 10 points de dégradation depuis la crise en cours Absence de politique foncière = transformer le droit d'usage en titre de propriété (« guichet pour régulariser les petits papiers ») Faible surface par agriculteur (0,26 ha) et rendement moyen bas ; très faible productivité du travail (avec le foncier saturé ?) Culture de petits pas ? de clientélisme ?



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 30

4.1. Points saillants et modèle imagé de la transformation

Pays	Cameroun	Maroc	Madagascar
Points saillants	Initiative centrale qui cherche à inclure les acteurs non prévus au départ (« centrifugisme ») « Camerounité » profonde du système (on construit avec les facteurs socio-culturels des élites, des ethnies, des religions...), voire volonté farouche à la « Camerounité » qui peut avoir des risques de ne pas prendre en compte des points fondamentaux (pas encore d'approche « genre », encourager des représentations syndicales des formateurs, des parents d'élèves...)	Système : - organisé, supporté et impulsé essentiellement par les pouvoirs publics - centralisé, relativement ancien, complet, et puissant, fonctionnant dans un cadre politique et institutionnel précis - encore assez isolé, imposant des exigences de façon asymétrique aux acteurs - soumis à la nécessité de s'améliorer et de s'adapter aux enjeux nationaux et globaux	Système qui se cherche et qui s'auto-construit : - Inclusion progressive/multiplication des acteurs dans un souci et une nécessité de centripétisation - Modèle à décider avec un désir instinctif de système « gasy » (l'intuition et l'ambition sont à mieux définir et à rendre faisable) Le renforcement des moyens et des compétences du ministère public est une priorité car on croit voir poindre une réforme hasardeuse et partielle...
Modèle imagé	Marcottage : démultiplication du modèle initial en ayant tendance à refaire des racines dans les terreaux locaux, et ainsi de suite	Greffage d'approches méthodologiques extérieures se développant de façon très variable ; la Marquisation existe à l'échelle des formateurs et des centres peut-être plus dans la façon de le dire et de ne pas le faire...	Pourrait s'apparenter au bouturage : les éléments extérieurs sont mis en terre – en l'occurrence très enrichie - et on prévoit de les multiplier plus ou moins artificiellement



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 31

4.2. Analogies entre les systèmes (points communs, « invariants »)

Paramètres	SYNTHESE	Recommandation
Période de la transformation	Transformation en cours (années 2000 et 2010) avec des réflexions depuis une longue période	-
Durée de la transformation (préparation incluse)	10 ans minimum, plutôt 15-20 ans, soit une génération Durée extra longue tant dans la maturation (avant-projet), de la construction () et de la mise en œuvre de la transformation	En lien avec les PTF le plus tôt en amont
Moyens	En dizaines de M€ (mais jusqu'à 100 M€ ou plus) En lien avec les PTF	
Cadre politique général de la transformation (cadre large d'orientation)	Cadre sectoriel en rapport avec : - l'agriculture et le développement rural - l'emploi - la lutte contre la pauvreté (secteur pas toujours uniforme)	Cadre nécessaire (même si pas uniforme)
Multiplicité de ministères	Plus ou moins grande	
Concertation entre les acteurs (et cadre de concertation)	Existence de concertation mais plus ou moins récente et plus ou moins avancée C'est un résultat de l'histoire du pays Par la concertation : à un moment ou un autre, ça se rencontre – mais <u>qd</u> , NSP	Nécessité de construire un cadre de concertation
Diversité et complexité d'expériences des acteurs en FAR	Grandes avec richesse d'expérience partout Issues de l'histoire	
Partenariat technique et financier	Oui, qu'elle soit imposée, intégrée, souhaitée... Avec les dimensions - financières ; moyens sut un temps long techniques : cela implique souvent une « assistance technique » étrangère, voire même des influences externes	Nécessité/Recherche de financement chez les bailleurs étrangers (bon timing, rencontre historique...) = les bailleurs doivent être impliqués dans les réflexions en amont



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 32

4.2. Spécificités des systèmes (différences, « variants »)

Paramètres	SYNTHESE	Recommandation
Systèmes de formation	Des cadres globaux et des périmètres différents (où commence le dispositif les besoins d'un territoire, besoins de formation... et où finit-il ? Avec des acteurs ministériels en nombre très variable Un niveau de centralisation variable	On ne peut pas prendre un dispo et le calquer – c'est dans le processus que ça se joue
Cadre légal + Cadre institutionnel de la FAR	Existe et prend des formes différentes La question est qui porte le dispo ? Le cadre existe tjs : des pays ont le même dispo -	Il en faut ! Et besoin d'être adapté ou créé
Existence d'une vision commune	Très liées aux caractéristiques existantes et aux conditions réunies	Il en faut
Degré de diversité des acteurs de la formation	Variable avec des secteurs publics, privés et associatifs d'importance variable Coordination ou pas entre les secteurs et/ou en sein des secteurs	Nécessité de coordination
Ingénierie pédagogique /méthode pédagogique mise en œuvre	Diversité obligatoire	L'ingénierie est fonction du dispositif
Cas du « R » de FAR	Pas d'approche géographique = région, ruralité... ???	C'est une source de conflit à résoudre...
Statut de l'exploitant agricole Référentiel métier dans le dispo	Variable Impact à long terme (+ effet à mesurer à très long terme sur la transformation des sociétés par le changement des normes du métier d'agriculteur)	



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 33

PARTIE

5. Essai d'analyse en mode de gestion des « écosociosystèmes » (approche patrimoniale)



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 34

La théorie de la gestion patrimoniale

➤ L'approche en mode de gestion ou « gestion patrimoniale »* permet d'analyser la gestion d'une ressource donnée dans un environnement donné dans les deux dimensions de :

- concertation entre acteurs
- vision globale

➤ Ici, application :

- la ressource : centres et établissements de FAR
- le milieu : l'espace national de l'Etat

➤ L'espace sur lequel agissent différents acteurs peut être présenté comme un écosociosystème ou un système d'action. Il est caractérisé par l'abondance de ses interrelations. Les acteurs ne peuvent plus intervenir directement ; la gestion, trop complexe, génère des conflits.

* : Théorie mise au point par l'économiste français Henri Ollagnon en étudiant la nappe d'eau en Alsace et la restauration des terrains de montagne dans les années 1970.



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 35

Application à la gestion de la FAR

<p>Mode de gestion Parcellisé Fermé</p> <p>Les centres de formations agissent sans lien entre eux (dans l'ignorance des uns des autres, en autarcie...) et sans lien avec l'Etat (de façon délocalisée, sans unité)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sorte de « front pionnier » de la FAR = fragmentations de la demande et de l'offre ○ Situation de gestion directe mono-acteur très rare <p>➔ Pas de politique publique</p>	<p>Mode de gestion Parcellisé Ouvert</p> <p>Les centres de formation agissent de façon fragmentée mais ne sont plus les seuls acteurs. Ils transfèrent des responsabilités vers les acteurs institutionnels (Etat, OP, réseau...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sorte de système de FAR démantelé-libéralisé-privatisé (dans le cadre des PAS) ○ Relative unité de la demande et fragmentation de l'offre <p>➔ Politique publique de principes libéraux</p>
<p>Mode de gestion Unitaire Fermé (ou mode de gestion de proximité)</p> <p>Existence d'une structure qui permet la gestion collective des centres de formation qui sont sans relations entre eux (l'Etat en général mais aussi structure traditionnelle, réseau...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sorte de système étatique centralisé avec peu d'interaction avec les acteurs ○ Fragmentation de la demande et essai d'unification de l'offre <p>➔ Politique publique de principes sociaux</p>	<p>Mode de gestion Unitaire Ouvert (ou mode de gestion patrimonial)</p> <p>La gestion est négociée entre les centres de formation pour une gestion globale du système avec l'Etat (dialogue, stratégie, régulation...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sorte de système de FAR décentralisé et régulé avec un Etat sachant s'autolimiter et ayant des moyens ○ Essai de cohérence entre la demande et l'offre <p>➔ Politique publique de principes sociaux-démocrates</p>

Note : on dit parfois « autarcique » au lieu de « fermé » (gestion mono-acteur de la ressource) et « délocalisé » au lieu de « ouvert » (gestion pluri-acteur de la ressource)

On conçoit assez facilement qu'on pourrait remplacer centres de formations par filière agricole, par recherche agronomique ou par OP....



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 36

L' Audit patrimonial pour caractériser le système d'action avant de négocier

Caractériser le système d'action consiste dans les faits à conduire un travail d'enquête ou d' *audit patrimonial* pour préciser :

- L'espace où se situe le conflit :
 - le bon découpage de l'espace est critique
 - l'étude de milieu pour découper l'espace
 - les frontières se dessinent en creusant le problème
- Les acteurs et leurs logiques :
 - 1^{er} problème : le choix du niveau d'organisation
 - 2nd problème : les logiques des acteurs
- les interrelations au sein de l'écosociosystème (l'expression du conflit)
 - les interrelations s'analysent au niveau de l'espace
 - les interrelations s'analysent au niveau des acteurs
- Les conditions réunies pour passer à la négociation

Source : La gestion patrimoniale, s.d., durbaneffect.free.fr/.../D32-21L3%20gestion%20patrimon...



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 37

PARTIE

6. Conclusion



Synthèse de l'analyse comparée de 3 pays

Réseau FAR, 20/11/2012

Diapo n° 38

6. QUELQUES CONCLUSIONS (1/2)

- Le travail sur le long terme : une génération
- Le besoin de moyens et le dialogue avec les PTF en amont
- Le cadre légal de la formation mais aussi de l'ensemble du dispositif (SNFAR)
- La concertation entre principaux acteurs – notamment la participation des producteurs à tous les niveaux du système : de la gouvernance nationale à la réalisation de formation en passant par l'identification des attentes, la définition des besoins, la gestion partenariale des centres...
- La richesse des expériences et la nécessité de coordonner les acteurs de la formation
- La diversité des méthodes pédagogiques



6. QUELQUES CONCLUSIONS (2/2)

« Appropriate, do no imitate » : il n'y a pas de modèles mais des expériences et des processus

Les pays sont plus ou moins en marche vers la co-construction et la gestion concertée des systèmes ou dispositifs nationaux de FAR... (Analyse pessimiste ou optimiste : le verre « à moitié vide » ou « à moitié plein »...)

